

***Tripoli, Libye, 17 octobre (Infosplusgabon) - Les préparatifs de la reprise du Forum inclusif des pourparlers politiques libyens sous les auspices des Nations Unies dans ses formats virtuels et rencontres directes en Tunisie début novembre et les supputations sur les chances de réussite, ont été au centre des commentaires des journaux libyens parus cette semaine, aux côtés des réunions des maires de plusieurs villes en prélude au dialogue politique.***

La presse libyenne s'est intéressée aussi aux effets de la pandémie du coronavirus sur la société libyenne dans le contexte de la hausse du taux de contamination dans le pays.

Le journal Al-Wassat a rapporté qu'avec le silence des armes, la voix du dialogue s'est élevée entre les parties libyennes qui ont poursuivi leurs rencontres marathoniennes et tenu des réunions intensives ces dernières semaines dans un certain nombre de villes du monde, pour parvenir à un accord politique global et organiser des élections dans un laps de temps, en plus de la restauration de leur souveraineté par les institutions, ce qui a été bien accueilli par la communauté internationale, surtout avec le parrainage par les Nations Unies du dialogue inter-libyen.

Le journal a affirmé que du Caire à Genève, puis à Tunis, les dialogues s'accélérent à l'heure actuelle; alors que la capitale égyptienne a accueilli des rencontres entre les délégations de la Chambre des représentants (Parlement) et du Haut conseil d'Etat du 11 au 13 octobre, la Tunisie abritera en novembre prochain, un nouveau cycle de dialogues parrainé par la mission onusienne en Libye, après la tenue d'une conférence virtuelle intitulée "Dialogue politique : réalité et défis", en présence de l'Envoyée intérimaire des Nations Unies, Stephanie Williams, tandis que les pourparlers militaires facilités par les Nations Unies reprendront à Genève, le 19 octobre.

Les délégués de la Chambre des représentants et du haut Conseil d'État ont convenu lors de leur réunion au Caire de la nécessité de mettre fin à la phase de transition et de commencer à prendre des dispositions pour la phase permanente, a souligné le journal Al-Wassat citant un communiqué.

Des discussions juridiques ont eu lieu sur la question de savoir si on pouvait organiser ou non un référendum sur le projet de Constitution actuel, a précisé le journal, qui ajoute que plusieurs avis et propositions ont été avancés sur la table des négociations.

Le journal a précisé qu'ils ont exhorté les participants à trouver un accord juridique garantissant des dispositions constitutionnelles consensuelles permettant la mise en œuvre de l'accord politique global.

Evoquant les conditions mises en place pour la participation au Forum politique, le journal a signalé que la Mission des Nations Unies a fixé comme conditions de sélection des participants au Forum de dialogue politique libyen, de s'abstenir d'occuper des postes politiques ou de souveraineté dans toute nouvelle restructuration de l'autorité exécutive.

Il a ajouté que pour que la réunion se déroule de bonne foi et dans un esprit de coopération et de solidarité dans l'intérêt de la Libye, les participants sont appelés à s'abstenir d'utiliser des discours de haine et des incitations à la haine et à la violence, "en réponse à la recommandation de la grande majorité des composantes du peuple libyen".

Le journal a ajouté que le Forum de dialogue vise à parvenir à une vision unifiée du cadre et des arrangements de gouvernance qui conduiront à la tenue d'élections nationales dans les plus brefs délais, afin de restaurer la souveraineté et la légitimité démocratique de la Libye aux institutions libyennes.

Pour sa part, le journal Afrigatenews, s'est intéressé à la rencontre des maires de plusieurs communes qui ont réaffirmé la nécessité d'accélérer les élections législatives sur la base de la Déclaration constitutionnelle et de la loi électorale précédente, au plus tard en février 2021.

Cette proposition est intervenue, selon le journal, lors de la deuxième réunion tenue au siège de la municipalité de Tripoli pour soutenir l'initiative présentée par plus de 29 maires des municipalités de la région de l'Ouest, le 4 octobre dernier, qui énonce quatre points, dont le plus important est la nécessité d'accélérer la tenue d'élections parlementaires sur la base de la Déclaration constitutionnelle et de la loi électorale précédente à une date au plus tard en février 2021.

Les participants ont souligné la nécessité d'activer l'initiative qui soutient la question électorale et aborde la situation politique sur la base du désir du citoyen qui souffre de la situation actuelle en incarnation de la vraie démocratie par des élections en tant que revendication populaire pour tous les Libyens, a rapporté Afrigatenews.

Le journal a précisé que les maires de 29 municipalités de différentes régions de Libye ont réitéré "la nécessité d'accélérer la tenue d'élections législatives sur la base de la déclaration constitutionnelle et de la loi électorale précédente, au plus tard en février 2021, appelant le Conseil présidentiel à œuvrer pour apporter le soutien matériel nécessaire à la tenue des élections à la date spécifiée, en faisant assumer à la mission onusienne la pleine responsabilité de ces élections en assurant une surveillance internationale à l'appui du succès des élections.

Abordant la pandémie du Coronavirus avec 47.845 personnes infectées par le virus en Libye, dont 699 décès, selon les dernières statistiques annoncées par le Centre national de lutte contre les maladies, vendredi, le journal Al-Wassat a précisé que les Libyens vivent des options difficiles face à la pandémie qui a intrigué le monde entier, dans les options à adopter pour y faire face d'un côté, ou contenir ses effets.

Parmi les mesures prises pour circonscrire la pandémie variant d'une commune à l'autre, le journal a cité l'exemple du Conseil municipal de Ghadamès (Sud-Ouest) qui a décidé de boucler complètement la ville et d'instaurer un couvre-feu, pour une durée de trois jours, à partir de 12 heures jusqu'à 6 heures du matin.

Cette décision est intervenue, selon le journal, sur la base de la réunion du Conseil et du Comité suprême pour faire face au coronavirus dans la municipalité, après avoir discuté de "l'augmentation effrayante des cas d'infections en raison de nouveaux contacts, et du non respect par les personnes en contact des patients du confinement à domicile".

Le journal a indiqué que dans le contexte du chaos causé par la guerre, les responsables admettent que le nombre de victimes du coronavirus est probablement beaucoup plus élevé que les chiffres annoncés, mais ils ne sont pas entièrement divulgués alors que les Nations Unies ont déclaré que la situation "devient incontrôlable".

Pour illustrer la gravité de la situation, le journal a cité, d'autre part, l'organisation des Nations Unies, estime que les résultats des combats en Libye ont contraint au déplacement de plus de 150.000 personnes, dont 90.000 enfants, la fermeture de 200 écoles et la privation de plus de 200.000 enfants de l'éducation.

Il a ajouté qu'après l'accélération de l'épidémie en Libye en août, les travailleurs du secteur médical vivent le pire cauchemar de leur vie, avec un petit nombre d'hôpitaux en activité, une augmentation des cas d'infection et une diminution des ressources dans un pays ravagé par la guerre.

FIN/INFOSPLUSGABON/TRF/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon